



# L'X QUI VA PRÉSIDER LA COP 24

*Entretien avec Michał Kurtyka<sup>(93)</sup>*

*vice-ministre de l'Environnement du gouvernement polonais*

—  
PROPOS RECUEILLIS PAR ROBERT RANQUET (72)

***Tout d'abord, pourquoi avoir fait l'X ? Pour un Polonais qui se destine à une carrière politique à Varsovie, le choix est étonnant !***

En fait, je n'en sais toujours rien... Mon père travaillait au Cern. C'est mon professeur de philo au lycée de Genève qui m'a dit : « Michał, il faut que tu fasses une prépa ! » Je n'avais absolument aucune idée de ce qu'était une « prépa ». Mais je suis quand même allé à Louis-le-Grand. Là, j'ai vite compris ce que c'était que cette fameuse « prépa ». Et du coup, je suis entré à l'X. Voilà...

***Et ensuite ?***

Ensuite, je suis retourné à Varsovie, où j'ai fait la *School of Economics*. Après ma thèse en économie sur la restructuration des entreprises énergétiques en Pologne, j'ai assez naturellement intégré les équipes du gouvernement polonais qui négociaient l'adhésion à l'Union

européenne pour y prendre en charge les aspects liés à l'énergie et aux transports. Et finalement, je suis resté dans ce domaine, jusqu'à être nommé secrétaire d'État à l'Énergie, et donc maintenant la présidence de la COP 24.

***Nous y voilà ! Comment aborder cette COP 24 ?***

C'est un grand défi. Personnellement, rien ne me prédestinait à présider un jour une COP : je n'ai d'ailleurs pas participé aux COP précédentes. Nous sommes trois ans après la COP 21 qui a été un grand succès diplomatique pour la France et pour Laurent Fabius, qui l'avait présidée, en donnant naissance à l'accord de Paris. C'était la première fois que les discussions internationales sur le climat débouchaient sur un véritable traité. Cet accord de Paris est venu relancer la dynamique – il faut bien dire un peu essoufflée – des accords de Kyoto, qui s'étaient progressivement

vidés de leur contenu, puisque de nombreux pays très importants n'y ont pas participé, au premier rang desquels les États-Unis qui ne les ont jamais ratifiés. Ils n'avaient fini par ne concerner réellement qu'une trentaine de pays développés, dont l'Union européenne.

L'accord de Paris est à ce jour le plus vaste traité international de l'histoire, avec 181 pays qui l'ont ratifié. Mais cet accord d'une quarantaine de pages seulement ne faisait que poser des principes et énoncer des objectifs, à vrai dire peu précis et peu contraignants, en prévoyant que rendez-vous serait pris au bout de trois ans pour travailler à son opérationnalisation concrète : nous y sommes, et c'est le rôle de la COP 24 qui se tient à Katowice le mois prochain de faire le pas capital d'aboutir à un accord réellement opérationnel. En somme, Paris nous a donné la carrosserie de la voiture, maintenant nous devons y mettre la batterie ! On travaille donc cette fois sur un document de 300 pages qui va entrer dans le détail de la mise en œuvre. Et comme on sait, le diable est dans les détails !

#### Quels sont les enjeux de cette présidence ?

Le président de la COP n'est qu'un facilitateur. Mais je crois que c'est une occasion importante, dans le contexte international que nous connaissons, pour essayer de reconnecter bien des choses : reconnecter la France et la Pologne, reconnecter le climat et l'énergie, reconnecter le Monde et l'Europe. Il n'est pas neutre que cette COP décisive se tienne en Pologne (qui – au passage – est la championne du monde des COP : ce sera la quatrième COP à se tenir dans notre pays), et en particulier à Katowice qui est le cœur historique du pays minier en Pologne. On y touche très concrètement les enjeux qu'il y a à réconcilier la démarche de protection du climat et la nécessaire modernisation de l'économie, particulièrement dans le secteur de l'énergie, et c'est un bon exemple de la manière dont on peut tenter de les réconcilier.

L'enjeu principal va être de réconcilier perspectives locale et globale : les États parties au traité sont très divers, et ont des préoccupations très différentes. Comment les faire se rapprocher pour un objectif partagé ? Il faut réintroduire le multilatéralisme là où les intérêts individuels des États n'auraient que trop tendance à l'emporter.

#### Mais, concrètement, quelles sont les ressources pour y arriver ?

Je suis certain que la technologie, en particulier, peut apporter une partie de la réponse. Il suffit de voir le développement des véhicules électriques, par exemple, pour voir que des solutions aux problèmes des émissions de gaz à effet de serre sont possibles. Le nucléaire est de plus en plus considéré comme faisant légitimement partie des réponses actuellement possibles pour parvenir aux objectifs de réduction des émissions.

**“L'enjeu principal va être de réconcilier perspectives locale et globale”**

↓ Le choix de Katowice, au cœur de la transformation du pays minier, est symbolique.

#### Cette COP 24 arrive juste après un rapport du Giec plutôt alarmiste. Que va-t-il se passer ?

L'accord de Paris avait affiché comme objectif de limiter le réchauffement global de l'atmosphère à 2 °C, et si possible à 1,5 °C à la fin du siècle. Or, le Giec vient de rendre un rapport où on nous dit que nous sommes plutôt en route vers un réchauffement de 3 °C. Le défi est donc considérable, si on souvient par exemple que, simplement pour passer de 2° à 1,5°, le coût des mesures à mettre en œuvre est multiplié par 4 !

Il est bien clair qu'on ne peut arriver à quelque chose qu'en mobilisant beaucoup plus largement les États et leurs populations que cela n'a été le cas jusqu'à présent. C'est pourquoi la COP débutera par un « sommet des leaders », avant de faire travailler les diplomates et les experts. On y discutera en particulier de la notion de « transition juste » qui devrait être beaucoup plus inclusive que la démarche antérieure, où il était finalement entendu que les pays se répartissaient les rôles : les pays développés devaient limiter et si possible réduire leurs émissions tout en continuant à se développer, les pays pauvres se préoccupaient surtout de s'adapter aux changements climatiques. Ce modèle n'est pas tenable : il faut parvenir à concilier réellement, et pour tous les pays, aspiration au développement économique et protection du climat. C'est la notion de « transition juste », qui devrait être au cœur du débat. Sans quoi nous n'aurons jamais la mobilisation générale nécessaire. C'est le programme que nous proposerons aux chefs d'État lors de ce sommet, sous l'exergue : *Driving change together*. ✕



© Artur Henryk